

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

91/40

TEL QUE PRONONCÉ

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE BARBARA MCDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE
DE LA RÉUNION DU COMITÉ
DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU COMMONWEALTH CHARGÉ DE L'AFRIQUE AUSTRALE**

**NEW DELHI, INDE
13 septembre 1991**

Il me fait extrêmement plaisir d'assister à cette réunion ici à New Delhi, le choix étant d'ailleurs des plus opportuns. Delhi est une ville à la fois ancienne et moderne, un véritable lieu de rencontre des cultures de l'Est et de l'Ouest. En outre, l'Inde s'intéresse depuis fort longtemps à la question de la justice en Afrique du Sud. Il y a plus de quarante ans, ce pays a été le premier à préconiser l'adoption de mesures concrètes contre l'apartheid. Il y a près de quatre-vingts ans, au moment de sa création, le Congrès national africain s'est inspiré du Congrès national indien. Et, c'est un jeune avocat indien en visite en Afrique du Sud, jeté en bas d'un train un soir de 1893, qui a refusé d'accepter la situation et qui a entrepris de transformer à tout jamais les deux pays - cet homme, c'était le Mahatma Gandhi.

Cette rencontre de Delhi nous offre aussi la possibilité d'examiner le rôle joué par le Commonwealth au cours des dix dernières années pour favoriser le changement en Afrique du Sud. Les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth déclaraient à Delhi, en 1983, que seul l'avènement de la démocratie pouvait mener à une solution juste et durable en Afrique du Sud.

Deux ans plus tard, à Nassau, les chefs d'État et de gouvernement mettaient au point un programme détaillé de sanctions internationales qui devait permettre d'atteindre cet objectif. Ces premières mesures d'importance ont sensibilisé la communauté internationale qui s'est mise à exercer des pressions constantes et convaincantes. Le Commonwealth a ouvert la voie et les autres pays ont suivi.

La politique de sanctions du Commonwealth a eu une telle influence et été à ce point efficace parce que l'objectif visé a toujours été clair et constant. Les chefs d'État et de gouvernement ont d'ailleurs affirmé, à Kuala Lumpur, que le rôle du Commonwealth était de faciliter l'ouverture de négociations entre les autorités sud-africaines et les dirigeants véritables de la majorité noire. L'objectif visé était d'amener Pretoria à la table de négociation et d'obliger le gouvernement à négocier jusqu'à ce que ces changements soient devenus irréversibles.

Enfin, au cours des derniers mois, les efforts collectifs du Commonwealth ont commencé à porter leurs fruits. Une nouvelle Afrique du Sud commence finalement à se dessiner. Au cours des deux prochains jours nous examinerons de près l'évolution récente de la situation. J'espère qu'à la fin de nos discussions nous pourrons adopter une approche qui tiendra compte des nombreux défis et possibilités offerts par une Afrique du Sud en transition. Cette approche, tout en reconnaissant les progrès réalisés, devra maintenir la pression nécessaire à la réalisation d'autres changements.

Au cours des deux dernières années, le contexte politique de l'Afrique du Sud a subi une transformation radicale.

L'interdiction frappant le Congrès national africain, de même que d'autres partis, a été levée. Nelson Mandela et d'autres opposants influents de l'apartheid ont été libérés. Un dialogue a été amorcé et a mené à la conclusion d'accords historiques entre l'ANC et le gouvernement. On a levé l'état d'urgence. Le gouvernement sud-africain a aboli les derniers piliers législatifs de l'apartheid : la *Separate Amenities Act*, la *Group Areas Act*, les *Land Acts* et la *Population Registration Act*. Il a sensiblement modifié les lois en matière de sécurité. Plus d'un millier de prisonniers politiques ont été libérés, et on a mis en place un processus d'examen des demandes de libération d'autres prisonniers. Le gouvernement a aussi conclu une entente avec le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), préparant ainsi le retour des exilés.

Demain, l'Accord national de paix sera signé par les trois principaux groupes ayant participé à sa négociation, ainsi que par plusieurs autres. Nous saluons les efforts déployés par les membres du clergé et les hommes d'affaires en vue de trouver une formule globale permettant de régler le difficile problème de la violence politique. Nous espérons sincèrement que ces efforts seront couronnés de succès. La conférence du Front patriotique qui aura lieu le mois prochain doit permettre aux Mouvements de libération de trouver un terrain d'entente pour amorcer les négociations. Nous attendons avec intérêt la convocation, bien avant la fin de l'année, d'une conférence multipartite où les participants négocieront des accords de transition et établiront les principes et les modalités de rédaction d'une nouvelle constitution.

Lors de notre dernière rencontre en février, ces changements n'avaient que partiellement été mis en oeuvre. À l'occasion de cette rencontre, présidée par mon prédécesseur, M. Clark, on a tenté de trouver des façons d'inciter le gouvernement d'Afrique du Sud à respecter ses engagements. À Londres, le Comité a élaboré un «modèle de gestion programmée», conçu de façon à relier les changements dans l'application des sanctions non à de simples *déclarations d'intention*, mais à l'*adoption* de mesures concrètes et pratiques menant au démantèlement de l'apartheid. Cette étape historique de l'évolution de la politique du Commonwealth permettait de maintenir l'efficacité des sanctions de façon à inciter tous les intervenants à mettre en place en Afrique du Sud, par voie de négociations, une démocratie libre de toute ségrégation raciale.

Sept mois plus tard, la réussite de cette démarche ne fait aucun doute. Elle a, de toute évidence, influé sur la façon dont d'autres gouvernements envisagent les sanctions. Nos décisions concernant les boycotts sportifs ont été adoptées par le Comité international olympique. L'Afrique du Sud a donc de nouveau été admise aux compétitions internationales de cricket.

Notre tâche, ici à Delhi, comporte deux volets. Nous devons déterminer si des progrès suffisants ont été réalisés pour passer à une autre étape de la gestion des sanctions du Commonwealth et définir plus clairement les conditions menant à l'étape ultérieure. Nous devons aussi nous pencher sur l'Afrique du Sud d'après l'apartheid et sur les façons dont le Commonwealth peut en faciliter l'émergence. Les chefs d'État et de gouvernement, qui se rencontreront à Harare le mois prochain, se tourneront vers nous pour obtenir des recommandations et des conseils sûrs à ce moment crucial de l'histoire de l'Afrique du Sud.

Le Commonwealth a été le catalyseur de la réponse internationale au défi posé par l'apartheid. Il a non seulement été actif sur le plan politique, mais a aussi joué un rôle indispensable sur le plan du développement. Les pays du Commonwealth s'occupent depuis longtemps de l'éducation et de la formation des exilés sud-africains. Nous avons fourni des services juridiques et soutenu les familles des détenus et des prisonniers politiques. Nous avons appuyé la création de syndicats indépendants en Afrique du Sud. Des centaines de projets de développement communautaire ont bénéficié d'aide et de conseils au cours des années. Nous avons encouragé activement les sports sans ségrégation. Nous favorisons le dialogue interracial et fournissons les conseils d'experts sur les questions constitutionnelles. Dans le cadre d'une démarche pleine de clairvoyance, le Canadien John Harker et ses collègues du Groupe d'experts du Commonwealth sur le développement des ressources humaines dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid ont préparé un rapport sérieux sur les besoins en éducation et en formation de l'Afrique du Sud. Ce rapport mérite d'être examiné attentivement par les chefs d'État et de gouvernement à l'occasion de la réunion d'Harare.

La communauté internationale doit maintenant relever un nouveau défi : faciliter le retour en Afrique du Sud des exilés politiques. Je suis fière d'annoncer que le Canada remettra 1,5 million de dollars au Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour couvrir une partie du coût du retour des exilés en Afrique du Sud. Les besoins évoluent, mais notre engagement vis-à-vis des besoins fondamentaux des victimes de l'apartheid demeure.

L'Afrique du Sud a connu des changements politiques importants et positifs. Mais, pour les noirs des townships et plus encore ceux des communautés rurales, l'apartheid est toujours une triste réalité. On leur refuse toujours l'accès aux hôpitaux et aux écoles, ils reçoivent des pensions moins élevées et sont victimes d'intimidation lorsqu'ils tentent d'utiliser les services de la collectivité où la ségrégation raciale a été abolie par voie législative. Ils continuent de craindre les forces de sécurité de l'État et de s'en méfier. L'Afrique du Sud demeure une société où règne la violence. La vaste majorité des gens n'ont

toujours pas le droit de vote. Ces questions devront faire l'objet de négociations, mais il faudra probablement des décennies pour que disparaissent les cicatrices laissées par quarante années d'apartheid.

Pour la première fois depuis des décennies il y a toutefois de bonnes raisons d'espérer une transition pacifique vers la démocratie en Afrique du Sud. Les Sud-Africains ont démontré une bonne volonté remarquable et un ferme engagement à l'égard de la réconciliation et d'un règlement pacifique du conflit. Les dirigeants du pays sont heureusement des visionnaires dont le courage et l'imagination seront mis à rude épreuve au cours des mois à venir. Toutes les parties devront faire preuve de souplesse et de patience. Nos partenaires du Commonwealth et nous-mêmes devons faire tout en notre pouvoir pour aider les Sud-Africains à franchir l'abîme de violence et le chaos et à établir des assises solides pour que règnent la liberté et la prospérité dans une nouvelle Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud est un pays dont les possibilités sont extraordinaires, un pays qui peut apporter beaucoup au continent africain et au monde entier. Les Sud-Africains ne doivent pas craindre d'être oubliés ou ignorés de la communauté internationale au cours des années à venir. Il y a 30 ans, l'ancien Premier ministre canadien John Diefenbaker déclarait, à l'occasion de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qu'il y aurait toujours une lampe à la fenêtre du Commonwealth pour l'Afrique du Sud. Alors que la longue nuit de l'apartheid tire à sa fin, cette lumière se confond avec l'aurore d'un jour nouveau où nous pouvons finalement espérer accueillir de nouveau l'Afrique du Sud au sein de la famille des nations.